

Instituts nationaux de santé publique en Afrique

Plan de
développement
2 0 2 5 - 2 0 2 7

Instituts nationaux de santé publique en Afrique

P l a n d e

d é v e l o p p e m e n t

2 0 2 5 - 2 0 2 7





Centres africains de contrôle et de prévention des maladies,
Siège du CDC Afrique, Ring Road, 16/17,
Place Haile Garment Lafto,
Sous-ville de Nifas Silk-Lafto,
Boîte postale : 200050 Addis-Abeba,
Tél : +251(0) 112175100/75200

L'Africa CDC est une agence de santé continentale autonome de l'Union africaine créée pour soutenir les initiatives de santé publique des États membres et renforcer la capacité de leurs institutions de santé publique à détecter, prévenir, contrôler et répondre rapidement et efficacement aux menaces de maladies.

Protection de la Santé de l'Afrique

www.africacdc.org

    **africacdc**

CONTENTS

Acronymes	ii
Avant-propos	1
Sommaire exécutif	2
Contexte	3
Analyse de la situation des insp dans le continent	4
Analyse swot du développement des insp	5
Objectifs et valeurs fondamentales	8
Aperçu du plan de développement 2025-2027	10
Objectifs stratégiques, actions et projets	10
Objectif stratégique 1 : soutenir la création d'instituts nationaux de santé publique dans tous les états membres de l'union africaine	10
Objectif stratégique 2 : renforcer la fonctionnalité opérationnelle et programmatique des insp pour atteindre un niveau commun et élevé	11
Objectif stratégique 3 : désigner et renforcer les centres d'excellence régionaux des insp	11
Objectif stratégique 4 : renforcer la gouvernance, les partenariats et la collaboration	13
Principales étapes	14
Indicateurs clés de résultats	14
Références	15

ACRONYMES

Africa CDC	Centres africains de contrôle et de prévention des maladies
AIINSP	Association internationale des instituts nationaux de santé publique
CAE	Communauté de l'Afrique de l'Est
CCR	Centre(s) de coordination régionale
CDA	Communauté de développement de l'Afrique australe
CdE	Centre d'excellence
CDR	Comité directeur régional
CEEAC	Communauté économique des États de l'Afrique centrale
COI	Commission de l'océan Indien
COMESA	Marché commun de l'Afrique orientale et australe
COUSP	Centre d'opérations d'urgence en santé publique
CPHIA	Conférence sur la santé publique en Afrique
CTR	Comité technique régional
ECSA-HC	Communauté sanitaire de l'Afrique de l'Est, centrale et australe
EIR	Équipe d'intervention rapide
EMU	Équipe médicale d'urgence
EPHI	Institut éthiopien de santé publique
GTT	Groupe(s) de travail technique
IGAD	Autorité intergouvernementale pour le développement
IHME	Institut de métrologie et d'évaluation de la santé
INSP	Institut national de la santé publique
ISPR	Instituts de santé publique et de recherche
OOAS	Organisation ouest-africaine de la santé
PAEEC	Plans d'action et d'évaluation externes conjoints
PFET	Programme de formation en épidémiologie de terrain
POS	Procédure(s) opérationnelle(s) standard
PSURR	Préparation aux situations d'urgence, riposte et relèvement
RAM	Résistance antimicrobienne
RISLNET	Réseau régional intégré de surveillance et de laboratoire
UA	Union africaine

AVANT-PROPOS

Les instituts nationaux de santé publique (INSP) constituent la pierre angulaire de la sécurité sanitaire nationale. Ils jouent un rôle essentiel dans la protection des populations contre les menaces sanitaires et garantissent une collaboration transfrontalière efficace dans la lutte contre les maladies émergentes. Dans toute l'Afrique, l'importance de disposer d'instituts nationaux de santé solides, résilients et bien équipés n'a jamais été aussi évidente. Pourtant, malgré leur rôle central dans la sécurité sanitaire, des lacunes importantes subsistent dans la mise en place et la capacité opérationnelle des INSP sur le continent.

En 2022, une évaluation complète menée par les Centres africains de contrôle et de prévention des maladies (Africa CDC) a révélé que seuls 19 des 55 États membres de l'Union africaine (UA) disposaient d'instituts nationaux de santé publique pleinement opérationnels. Avec 21 États membres qui sont encore en train de mettre en place des INSP et 15 qui n'ont pas encore commencé à le faire, le paysage des instituts de santé publique en Afrique reflète les disparités en matière de capacité et de préparation pour relever les défis de la santé publique. Même parmi les INSP établis, il existe des lacunes notables : seuls 14 sont dotés d'un cadre juridique et moins nombreux encore sont ceux qui disposent d'un plan stratégique pour guider leur travail.

Bien que des progrès aient été réalisés, quatre États membres supplémentaires ayant obtenu le statut d'INSP en 2023, la nécessité de combler ces lacunes est plus urgente que jamais. Des infrastructures inadéquates, des politiques incohérentes, un manque d'engagement politique et des capacités techniques insuffisantes ont entravé le développement d'INSP efficaces sur une grande partie du continent. Ces défis soulignent le besoin critique d'une approche stratégique unifiée pour renforcer ces institutions.

Reconnaissant l'importance des INSP dans la réalisation de la sécurité sanitaire et l'amélioration des résultats de santé publique, l'Africa CDC a placé leur renforcement au cœur de son programme stratégique pour 2023-2027. À cette fin, Africa CDC a le plaisir

de présenter le Plan de développement des INSP en Afrique 2025-2027, un cadre global visant à accélérer la mise en place, l'autonomisation et la fonctionnalité opérationnelle des INSP sur l'ensemble du continent.

Ce plan envisage un avenir où chaque État membre de l'UA dispose d'un INSP pleinement fonctionnel, doté des ressources juridiques, techniques et financières nécessaires pour diriger et coordonner les efforts nationaux en matière de santé.

Le plan de développement des instituts nationaux de santé publique en Afrique 2025-2027 est une étape essentielle pour relever les défis persistants auxquels le continent est confronté en matière de santé publique. En créant et en renforçant les INSP, ce plan permettra à l'Afrique de gérer les crises sanitaires avec plus d'efficacité et de résilience, contribuant ainsi à la vision à long terme du Plan stratégique 2023-2027 d'Africa CDC et de l'Agenda 2063 de l'Union africaine. Il est de notre responsabilité collective de veiller à ce que ces plans portent leurs fruits et à ce que les systèmes de santé publique africains soient renforcés au profit de tous les habitants.

La mise en œuvre de ce plan contribuera à transformer le paysage de la santé publique en Afrique en veillant à ce que chaque État membre dispose d'un INSP solide, capable de remplir des fonctions de santé publique fondamentales, telles que la surveillance des maladies, la riposte face aux épidémies, la gestion des données sanitaires et l'élaboration de politiques. Des INSP mieux structurés faciliteront une meilleure coordination, des réponses plus rapides aux menaces sanitaires et une prévention plus efficace des maladies, contribuant en fin de compte à une Afrique plus saine et plus sûre.

Je vous remercie.

S.E. Dr Jean Kaseya
Directeur général, Africa CDC

SOMMAIRE EXÉCUTIF

Des instituts nationaux de santé publique (INSP) solides sont essentiels pour garantir la sécurité sanitaire nationale ainsi qu'une collaboration et une coordination transfrontalières efficaces dans la lutte contre les menaces sanitaires. Malgré leur rôle essentiel, le paysage des INSP en Afrique présente des lacunes importantes. En 2022, une évaluation des Centres africains de contrôle et de prévention des maladies (Africa CDC) a révélé que seuls 19 des 55 États membres de l'Union africaine (UA) avaient mis en place des INSP, que 21 États membres étaient encore en train de le faire et que 15 n'avaient pas encore commencé à le faire. Sur les 19 INSP établis, 14 étaient dotés d'instruments juridiques correspondants, et seules neuf disposaient d'un plan stratégique en vigueur. D'ici 2023, quatre États membres supplémentaires auront obtenu le statut d'institut national de santé publique, ce qui portera le nombre total d'instituts à 23.

La création des INSP sur le continent est également confrontée à des défis tels que des politiques incohérentes, un manque d'engagement politique, des infrastructures inadéquates et des capacités techniques insuffisantes, entre autres. D'où le besoin pressant d'un effort conjoint et d'une stratégie visant à améliorer le développement et la fonctionnalité opérationnelle des INSP dans toute l'Afrique afin d'assurer une meilleure prévention et une meilleure réponse aux menaces pour la santé publique.

Conscient de ce besoin et du rôle des INSP dans la sécurité sanitaire du continent, l'Africa CDC a fait du renforcement des INSP un pilier essentiel du Nouvel ordre de la santé publique et du Plan stratégique d'Africa CDC 2023-2027. Pour atteindre cet objectif, l'Africa CDC a élaboré un plan de développement des INSP en Afrique pour la période 2025-2027. L'objectif est de veiller à ce que les INSP soient non seulement présents dans chaque État membre, mais aussi dotés des cadres juridiques, des ressources et de l'expertise nécessaires pour diriger efficacement les efforts de sécurité sanitaire en Afrique. Cet objectif sera atteint grâce à quatre volets stratégiques :

OBJECTIF STRATÉGIQUE 1

Soutenir la création des INSP dans tous les États membres de l'Union africaine en fournissant une assistance technique, des conseils juridiques et un appui à la mise en place de systèmes de santé nationaux solides.

OBJECTIF STRATÉGIQUE 2

Renforcer la fonctionnalité opérationnelle et programmatique des INSP à un niveau commun et élevé en normalisant les pratiques opérationnelles et programmatiques par le biais du renforcement des capacités, des meilleures pratiques et de l'évaluation des performances.

OBJECTIF STRATÉGIQUE 3

Désigner et renforcer les centres d'excellence (CdE) régionaux de l'INSP afin de mener des initiatives de pointe en matière de santé publique et d'encourager la collaboration régionale grâce à des ressources ciblées et à une formation spécialisée.

OBJECTIF STRATÉGIQUE 4

Renforcer la gouvernance, les partenariats et la collaboration afin d'améliorer le développement de l'INSP. Il s'agit notamment de créer des cadres de collaboration efficaces, de soutenir les initiatives conjointes et d'impliquer les parties prenantes dans tous les secteurs.

Le plan vise à créer un réseau solide d'INSP dotés de cadres juridiques et opérationnels, à améliorer leurs capacités grâce à un appui technique ciblé et à des initiatives de renforcement des capacités, et à établir des CdE régionaux qui peuvent servir de référence et de systèmes de soutien pour d'autres INSP. Un plan de mise en œuvre détaillé suivra.

Ce document présente le plan Africa CDC pour le développement des instituts nationaux de santé publique en Afrique 2025-2027, y compris les buts, les valeurs fondamentales, la théorie du changement et une description détaillée des objectifs stratégiques. Il identifie les actions et les étapes clés qui permettront d'atteindre ces objectifs. La mise en œuvre de ce plan améliorera considérablement les résultats en matière de santé publique en veillant à ce que chaque État membre dispose d'un INSP fonctionnel capable de remplir les fonctions essentielles de santé publique. Des INSP bien établis permettront de répondre efficacement aux urgences sanitaires, de mieux coordonner les initiatives sanitaires et d'améliorer la surveillance et la prévention des maladies. Grâce à ce plan stratégique, Africa CDC vise à créer une infrastructure de santé publique cohérente et résiliente sur tout le continent en consolidant les fonctions essentielles de santé publique au sein d'une seule institution.

En conclusion, le plan de développement des instituts nationaux de santé publique en Afrique 2025-2027 est essentiel pour relever les défis persistants auxquels le continent est confronté en matière de santé publique. En créant et en renforçant les INSP, le plan améliorera la capacité du continent à gérer les crises sanitaires et à améliorer la sécurité

sanitaire en général. Il contribuera en fin de compte à la mise en place de systèmes de santé publique plus intégrés et plus résilients, conformément à la vision du plan stratégique 2023-2027 d’Africa CDC et de l’agenda 2063 de l’Union africaine.

CONTEXTE

L’Agenda 2063 de l’Union africaine établit une feuille de route de 50 ans, de 2013 à 2063, qui envisage la redéfinition et la réalisation d’une vision panafricaine durable : « Une Afrique intégrée, prospère et pacifique, animée par ses citoyens et représentant une force dynamique sur la scène internationale ».

Dans le cadre de cette vision, en janvier 2017, l’UA a officiellement lancé l’Africa CDC en tant qu’agence de santé spécialisée de l’UA. La création des Centres africains de contrôle et de prévention des maladies (Africa CDC) a été motivée par la reconnaissance par l’Union africaine de la nécessité d’un organisme continental pour relever les défis urgents en matière de santé, mener des recherches vitales et améliorer les réponses aux urgences de santé publique. À la suite des déclarations faites lors des principaux sommets de 2013 à 2014, et notamment de l’urgence soulignée lors de l’épidémie d’Ebola, les dirigeants africains ont insisté sur la création de l’Africa CDC afin de renforcer les systèmes de santé, d’améliorer la coordination et de partager les connaissances sur l’ensemble du continent. La création officielle de l’Africa CDC a été approuvée en 2015, avec un bureau de coordination situé à Addis-Abeba, et les efforts ultérieurs pour renforcer son cadre juridique, structurel et financier se sont poursuivis jusqu’à la 35^e session ordinaire de l’Union africaine en 2022.

Dans le cadre de cette vision, l’UA a officiellement lancé, en janvier 2017, l’Africa CDC en tant qu’agence de santé spécialisée de l’UA. Sa mission est de renforcer les

capacités, les compétences et les partenariats des institutions de santé publique africaines pour prévenir, détecter et répondre de manière efficace et efficiente aux menaces de maladies et aux épidémies grâce à la science, aux politiques et aux données.

Le Règlement sanitaire international (RSI) 2005 et l’Agenda pour la sécurité sanitaire mondiale (GHSA) sont deux cadres essentiels qui se concentrent sur le renforcement des systèmes de santé mondiaux, dans le but d’améliorer les capacités de préparation et de réponse des pays aux urgences sanitaires. Ces deux initiatives soulignent l’importance de renforcer et d’améliorer les capacités de santé publique dans plusieurs domaines clés afin que les pays puissent prévenir, détecter et répondre efficacement aux menaces pour la santé publique.

Le Règlement sanitaire international (RSI) est un instrument juridiquement contraignant de l’Organisation mondiale de la santé (OMS) qui a été adopté par les États membres en 1969 et révisé en 2005. Le RSI est conçu pour fournir un cadre de gestion de la propagation des maladies à travers les frontières et pour améliorer la coopération internationale en cas d’urgence de santé publique.

La mise en œuvre effective du nouvel ordre de santé publique contribue à garantir la santé et le bien-être des citoyens africains et à se conformer au règlement sanitaire international et au programme mondial de sécurité sanitaire.

Consciente de la nécessité de disposer de systèmes de santé résilients capables de faire face aux urgences sanitaires émergentes et ré-émergentes en Afrique, l'UA a appelé à un nouvel ordre de santé publique pour assurer la sécurité sanitaire sur le continent. Ce nouvel ordre de santé publique repose sur cinq piliers essentiels : le renforcement des institutions de santé publique sur le continent ; le renforcement du personnel de santé publique ; le développement de la fabrication locale de vaccins, de diagnostics et de produits thérapeutiques ; la promotion de partenariats respectueux et orientés vers l'action ; et l'augmentation des ressources nationales pour la sécurité sanitaire.

Cela permettra aux États membres de prendre le contrôle et la responsabilité de la santé et du bien-être de leurs populations. En outre, le plan stratégique 2023-2027 d'Africa CDC reconnaît les instituts nationaux de santé comme l'un des six programmes prioritaires, essentiels pour garantir la sécurité sanitaire sur le continent. Cette reconnaissance souligne le rôle essentiel que jouent ces instituts dans le renforcement des systèmes de santé, la détection et la réponse aux épidémies, et la promotion de la coopération continentale. La création

des INSP est conforme aux objectifs mondiaux de renforcement de ces systèmes et d'amélioration de la sécurité sanitaire mondiale.

L'Africa CDC accorde la priorité aux INSP en tant que vecteurs stratégiques clés pour la réalisation des objectifs de santé publique au sein des États membres. Les institutions nationales de santé jouent un rôle essentiel dans le renforcement des systèmes de santé, en tant que gardiens de la sécurité sanitaire nationale, et sont indispensables à l'architecture sanitaire globale de l'Afrique.

Le Plan stratégique pour le développement des instituts nationaux de santé publique (INSP) en Afrique 2025-2027 vise à relever les défis de santé publique du continent en renforçant les INSP, en améliorant la capacité de l'Afrique à gérer les crises sanitaires et en améliorant la sécurité sanitaire globale. Cette initiative permettra de mettre en place des systèmes de santé publique plus intégrés et plus résilients, en accord avec le plan stratégique 2023-2027 d'Africa CDC et l'Agenda 2063 de l'Union africaine, contribuant ainsi à un avenir plus sain et plus durable pour l'Afrique.

ANALYSE DE LA SITUATION DES INSP DANS LE CONTINENT

Un INSP pleinement fonctionnel est une institution établie dans un cadre juridique par une loi du Parlement, une décision du Cabinet ou un décret présidentiel, selon le système juridique du pays, pour diriger et coordonner les fonctions essentielles de santé publique et exercer une indépendance opérationnelle et technique. Une loi du Parlement est l'option la plus souhaitable pour garantir la durabilité des INSP, en assurant leur indépendance et en les protégeant des changements politiques futurs.

En 2022, l'Africa CDC a évalué l'état d'avancement de la mise en place des INSP en Afrique. Les données générées ont révélé que 19 (35 %) des 55 États membres évalués

ont mis sur pied des INSP, tandis que 21 (38 %) n'ont pas d'INSP mais sont en train d'en créer un. Les 15 États restants (27 %) n'ont pas d'INSP et n'ont entamé aucun processus. Les données ont également révélé que seuls 14 (74 %) des 19 INSP établis sont dotés des instruments juridiques correspondants. Sur les 19 INSP pleinement établis, seuls neuf (47 %) disposent d'un plan stratégique en cours. Il est important de noter qu'en 2023, quatre États membres supplémentaires atteindront le statut d'INSP pleinement établi.

À la suite de cette évaluation, Africa CDC, en collaboration avec ses partenaires, a donné la priorité au renforcement des INSP en Afrique, conformément à son plan stratégique

quinquennal. Cette vision s'aligne sur l'ambition plus large de garantir la présence d'INSP pleinement fonctionnels, étayés par des cadres juridiques, dans chaque État membre. Le continent africain a connu une nette amélioration du développement des capacités des INSP au cours de la dernière décennie, le nombre d'États membres dotés d'INSP établis étant passé de 14 en 2017 à 23 en 2024.

Bien que plusieurs facteurs aient pu contribuer à cette amélioration, la création et l'opérationnalisation de l'Africa CDC en 2017 et l'élaboration du cadre pour la mise en place des INSP en 2018 sont des étapes clés en Afrique qui ont pu être à l'origine de ces progrès notables.

ANALYSE SWOT DU DÉVELOPPEMENT DES INSP

Il est essentiel de comprendre le paysage opérationnel de la mise en place des INSP. À cette fin, le cadre SWOT est utilisé pour évaluer les facteurs qui ont facilité le développement des INSP sur le continent.

POINTS FORTS

Pouvoir de mobilisation : La force d'Africa CDC réside dans son pouvoir de mobilisation, qui lui permet de réunir les chefs d'État africains, les gouvernements et les principales parties prenantes afin de relever les défis sanitaires cruciaux sur le continent. Cela permet à Africa CDC de définir et d'influencer l'agenda continental en matière de santé, tel que le « Nouvel ordre de santé publique », qui met l'accent sur le renforcement des systèmes de santé, la prévention des maladies et l'équité. Il facilite également la collaboration régionale, garantissant des réponses coordonnées aux problèmes de santé, et encourage les partenariats mondiaux afin d'obtenir des ressources et du soutien. En fournissant des conseils techniques et politiques aux gouvernements, Africa CDC contribue à garantir une prise de décision éclairée, fondée sur des données probantes et une approche unifiée et efficace de l'amélioration de la santé publique dans toute l'Afrique.

Expertise et partenariats : Les INSP bénéficient d'une vaste réserve d'experts en santé publique qualifiés, ce qui leur permet de relever efficacement les défis en matière de santé. Une collaboration étroite avec des organismes de santé mondiaux tels que l'OMS, US CDC, UKHSA, China CDC, RKI, GIZ, la Banque mondiale et l'UNICEF fournit aux

INSP un appui technique, des ressources et les meilleures pratiques internationales.

Infrastructure : Les centres d'opérations d'urgence en santé publique (COUSP) renforcent la capacité des INSP à gérer et à coordonner efficacement les réponses aux urgences sanitaires, notamment en améliorant la capacité de diagnostic moléculaire pour une meilleure surveillance des maladies et une meilleure riposte, en particulier pour les pathogènes émergents ; en augmentant l'infrastructure d'isolement et de traitement, ce qui améliore la gestion des maladies infectieuses et l'endiguement des épidémies ; en centralisant les centres de données qui facilitent le partage des connaissances, la formation et la recherche parmi les professionnels de la santé publique ; et en synthétisant les résultats de la recherche fondée sur des données probantes afin d'éclairer les politiques.

Engagement du gouvernement : La volonté et le soutien politiques croissants en faveur des initiatives de santé publique, illustrés par des accords tels que l'accord sur la pandémie, favorisent la mise en place et le renforcement des INSP. En outre, le pouvoir de mobilisation et la mission d'Africa CDC, qui consiste à plaider en faveur des INSP par le biais de divers canaux statutaires, renforcent l'appui du gouvernement et la priorité accordée à la santé publique.

Politiques et cadres : Les documents et cadres politiques élaborés par l'Africa CDC pour faciliter le développement des INSP comprennent le plan stratégique d'Africa CDC,

un cadre pour la création des INSP, des lignes directrices et des normes pour l'échange d'informations sur la santé, le programme One Health (Une seule santé), les cadres de surveillance événementielle, le guide du cadre juridique des COUSP, le plan stratégique pour la biosécurité et la biosûreté.

Réseaux et programmes de mentorat : Il existe des réseaux et des programmes de mentorat qui renforcent les capacités des INSP, notamment un réseau africain d'INSP qui encourage le soutien entre pairs et le partage des meilleures pratiques, favorisant ainsi une approche collaborative des défis de santé publique. En outre, l'identification et l'exploitation des responsables des INSP par l'Africa CDC pour les programmes de mentorat et d'échange facilitent le transfert de connaissances et le renforcement des capacités entre les INSP.

POINTS FAIBLES

- **Infrastructures inadéquates** : Les lacunes dans les établissements de soins de santé, les laboratoires de diagnostic et les réseaux de communication empêchent une surveillance efficace des maladies, des diagnostics opportuns et des services de santé complets, et limitent la capacité de recherche et d'innovation.
- **Contraintes en matière de ressources** : L'insuffisance des ressources financières affecte tous les aspects des opérations de santé publique, entraînant une dépendance à l'égard des donateurs internationaux et un manque de viabilité à long terme.
- **Systèmes de laboratoire inadéquats** : Des équipements obsolètes, un manque de normalisation, des chaînes d'approvisionnement inadéquates et un personnel insuffisamment formé nuisent à la précision et à la rapidité du diagnostic, de la surveillance et de la recherche sur les maladies.
- **Défis en matière de ressources humaines** : La pénurie de professionnels de la santé qualifiés, les taux élevés de renouvellement du personnel et l'insuffisance des possibilités de développement professionnel entravent le fonctionnement efficace des INSP.

- **Gestion des données** : Des systèmes inadéquats de collecte, de stockage, d'analyse et de partage des données conduisent à des données fragmentées et peu fiables, ce qui rend difficile le suivi des tendances en matière de santé et une planification efficace.
- **Systèmes de santé fragmentés** : La coordination limitée entre les différents niveaux de gouvernement, les partenaires, les prestataires de soins de santé et les secteurs entraîne des inefficacités et des lacunes dans la prestation des services, ce qui réduit l'efficacité des initiatives nationales de santé publique.
- **Engagement politique insuffisant** : Une volonté politique insuffisante pour donner la priorité à la santé publique, allouer des ressources et mettre en œuvre des réformes entrave la mise en place et le fonctionnement des INSP.
- **Gestion du changement** : Avant la création d'un INSP, la plupart des fonctions essentielles de santé publique dans un pays sont menées et coordonnées par des départements au sein des ministères de la santé ou d'autres agences techniques. La résistance fait place lorsque des changements sont introduits pour placer ces fonctions sous l'égide du nouvel INSP. Ces difficultés liées au changement proviennent de diverses sources, notamment des rôles contradictoires entre les ministères de la santé et les INSP.
- **Capacité technique inadéquate** : Même les INSP bien établis peuvent éprouver des difficultés à assumer des rôles et des fonctions clés aux niveaux de qualité et d'efficacité souhaités.

OPPORTUNITÉS

- **Initiatives en matière de santé mondiale** : L'attention accrue portée à la sécurité sanitaire mondiale et à la préparation aux pandémies ouvre des perspectives d'appui, de financement et de collaboration, renforçant ainsi les INSP. Le traité sur les pandémies et la révision des cadres du RSI offrent aux INSP d'Afrique la possibilité de s'aligner sur les normes mondiales, de renforcer leurs capacités et de s'assurer des partenariats

internationaux. L'accès aux ressources financières des programmes de santé mondiaux et les initiatives telles que celle des dirigeants africains visant à accélérer le financement de la santé en Afrique peuvent soutenir le développement des INSP, en garantissant la durabilité et le renforcement des capacités. L'existence de l'Association internationale des instituts nationaux de santé publique offre aux instituts nationaux de santé publique africains une plateforme de mise en réseau, de partage des connaissances et d'assistance technique.

- **Développement du personnel** : Les programmes de formation en épidémiologie de terrain (PFET) et le Service épidémiologique africain (SEA) offrent une formation spécialisée pour constituer un personnel de santé publique qualifié. Divers programmes de bourses (par exemple, le Programme Kofi Annan de leadership en santé mondiale, la Bourse de gestion des urgences de santé publique et le Programme de bourses de recherche en informatique de santé publique) offrent des possibilités de formation avancée et de développement professionnel aux professionnels de la santé publique. Le développement des programmes d'agents de santé communautaires (ASC) peut améliorer la fourniture de soins de santé primaires et la surveillance des maladies au niveau communautaire. En outre, le Corps africain de volontaires pour la santé (AVoHC) encourage le volontariat, renforçant ainsi les capacités de la main-d'œuvre lors des situations d'urgence sanitaire.
- **Avancées technologiques** : L'adoption d'outils numériques et de technologies mobiles peut améliorer la prestation des services de santé, la surveillance des maladies et l'engagement des patients, tandis que les systèmes avancés d'analyse des données et de surveillance permettent une meilleure détection, un meilleur suivi et une meilleure réponse aux menaces sanitaires.
- **Centres d'opérations d'urgence en santé publique (COUSP)** : L'appel à l'action de Lusaka met en lumière l'engagement à soutenir 24 États membres en leur fournissant des équipements de pointe et en renforçant

leurs capacités en matière de COUSP. La mise en œuvre de systèmes robustes de gestion des incidents peut améliorer la coordination des réponses aux urgences de santé publique.

- **Coopération et collaboration continentales et régionales** : Les collaborations et partenariats régionaux existants, tels que le programme d'échange et de mentorat entre pairs des INSP, le réseau régional intégré de surveillance et de laboratoire (RISLNET) et les plans d'action et d'évaluation externes conjoints (PAEEC), facilitent le partage de stratégies et d'innovations régionales réussies en matière de santé publique. De même, les organismes régionaux (par exemple, l'OOAS, le COMESA, la COI, la CDAA, la CAE, l'IGAD, la CEEAC et l'ECSA-HC) et les structures de gouvernance (le CRC, le CTR et le CDR d'Africa CDC) soutiennent la coordination et la coopération dans les initiatives de santé publique.
- **Engagement de la société civile** : Le soutien des organisations de la société civile permet d'amplifier les efforts de sensibilisation, de recueillir le soutien du public et de faire évoluer les politiques.
- **Centres de données** : Les systèmes centralisés de gestion des données améliorent la collecte, l'analyse et le partage des données, ce qui favorise la prise de décision et les réponses aux menaces sanitaires.

MENACES

- **Des épidémies multiples et des urgences de santé publique qui submergent les systèmes de santé** : L'Afrique connaît fréquemment des épidémies de maladies infectieuses et non transmissibles, qui mettent à rude épreuve les ressources et les infrastructures sanitaires limitées. Cette demande constante de riposte urgente détourne l'attention des initiatives de santé à long terme, limitant la capacité des INSP à se concentrer sur la prévention et le renforcement des systèmes.
- **L'instabilité politique** : L'instabilité politique, notamment les conflits et les changements de gouvernement, perturbe les programmes et les politiques de santé

publique. Elle entraîne des déplacements, la destruction des infrastructures et l'interruption des services de santé, ce qui empêche les INSP de fonctionner efficacement et de mettre en œuvre des initiatives durables en matière de santé.

- **Le changement climatique et ses conséquences dévastatrices** : Le changement climatique exacerbe les problèmes de santé par des phénomènes météorologiques extrêmes tels que les inondations et les sécheresses, qui entraînent des pénuries de nourriture et d'eau et une vulnérabilité accrue aux maladies. Les maladies émergentes sensibles au climat pèsent encore plus sur les systèmes de santé, nécessitant des ressources importantes pour l'adaptation et la planification stratégique.
- **Fuite des cerveaux continentaux et attrition institutionnelle** : La migration de professionnels de la santé qualifiés vers d'autres régions ou secteurs entraîne une perte de talents et d'expertise, ce qui affaiblit les capacités des INSP. L'attrition institutionnelle due à de mauvaises conditions de travail et à une rémunération inadéquate épuise encore davantage les ressources humaines essentielles.
- **Allocation budgétaire inadéquate et hiérarchisation inappropriée des priorités budgétaires** : Le financement insuffisant de la santé publique, associé à des besoins nationaux concurrents, entraîne un soutien financier inadéquat pour les INSP. Ce sous-financement affecte leur capacité à maintenir leurs opérations, à développer leurs infrastructures et à mettre en œuvre leurs programmes, limitant ainsi leur efficacité dans la protection de la santé publique.
- **Priorités concurrentes** : Les gouvernements sont confrontés à de multiples priorités urgentes qui se disputent des ressources limitées. Souvent, la santé publique ne reçoit pas l'attention et le financement nécessaires, ce qui entraîne un sous-investissement dans les infrastructures et les services de santé. Cette situation affaiblit le système de santé et la capacité des INSP à relever les défis sanitaires.
- **Coût des avancées technologiques** : Les systèmes de santé publique fonctionnent souvent avec des budgets limités, et les dépenses liées à l'intégration de nouvelles technologies peuvent peser sur des ressources limitées. Cela peut conduire à des compromis dans le financement d'autres services de santé essentiels, ce qui risque de compromettre la qualité globale des soins de santé. En outre, la mise en œuvre de nouvelles technologies nécessite une formation continue des professionnels de la santé et la maintenance des équipements ou des logiciels. Ces coûts supplémentaires peuvent alourdir le fardeau des systèmes de santé publique déjà confrontés à des difficultés financières.

OBJECTIFS ET VALEURS FONDAMENTALES

OBJECTIFS

L'objectif principal de ce plan stratégique est de voir des INSP autonomes et fonctionnels, capables de coordonner et de mettre en œuvre les fonctions essentielles de santé publique dans tous les États membres de l'Union africaine.

PRINCIPES DIRECTEURS

L'Africa CDC est guidé par un ensemble de valeurs fondamentales qui sous-tendent sa mission d'amélioration de la santé publique sur le continent. Voici un aperçu de chacune de ces valeurs :

Professionnalisme : Le professionnalisme d'Africa CDC fait référence aux normes

élevées de compétence, de responsabilité et de conduite éthique attendues de l'ensemble de son personnel et de ses partenaires. Cela signifie qu'il faut constamment fournir des solutions de santé de qualité, adhérer aux meilleures pratiques mondiales et faire preuve de respect et de dévouement dans chacune de ses actions. Le professionnalisme permet à Africa CDC de collaborer efficacement avec les gouvernements, les organisations internationales et d'autres entités sanitaires, tout en conservant une réputation de fiabilité, de confiance et de respect.

Équité : L'équité est une valeur fondamentale qui garantit un accès équitable aux ressources, aux services et aux opportunités en matière de santé pour toutes les populations, en particulier les groupes vulnérables en Afrique. Africa CDC s'efforce d'éliminer les disparités en matière de santé en s'attaquant aux déterminants sociaux de la santé, en plaidant pour des politiques qui garantissent l'égalité de traitement et en se concentrant sur les régions dont les besoins sont les plus pressants. Cet engagement signifie qu'Africa CDC travaille activement pour s'assurer que personne n'est laissé pour compte en termes d'accès à la santé, indépendamment de la géographie, du statut socio-économique ou d'autres facteurs.

Des décisions fondées sur des données probantes : Africa CDC met fortement l'accent sur les approches scientifiques fondées sur des données pour élaborer les politiques et les réponses en matière de santé.

Cela signifie que les décisions sont prises sur la base des meilleures données disponibles, qu'il s'agisse de données de surveillance ou de résultats de recherche, afin de garantir que les interventions sont efficaces et adaptées au contexte africain. En s'appuyant sur des données probantes, Africa CDC s'assure que les initiatives sanitaires sont à la fois pertinentes et efficaces, réduisant ainsi l'incertitude et augmentant la probabilité de résultats positifs.

Intégrité : L'intégrité à Africa CDC consiste à maintenir les normes les plus élevées d'honnêteté, de transparence et de comportement éthique dans toutes les activités. Cela signifie que l'organisation suit systématiquement des directives éthiques, communique ouvertement sur ses actions et se tient responsable de ses engagements. L'intégrité permet d'instaurer la confiance

entre les parties prenantes, y compris les gouvernements, les communautés et les partenaires internationaux, et est fondamentale pour garantir que le travail d'Africa CDC soit perçu comme crédible et digne de confiance.

Excellence : L'excellence à Africa CDC fait référence à un engagement sans relâche pour atteindre la plus haute qualité dans les programmes et les services de santé. Cette valeur est le moteur de l'amélioration continue, de l'innovation et de la recherche de résultats exceptionnels. Il s'agit d'aller au-delà des exigences minimales et de viser des résultats optimaux dans tous les domaines de la santé publique, qu'il s'agisse de la prévention des maladies, des interventions d'urgence ou du renforcement des systèmes de santé. L'excellence consiste à s'assurer que le travail d'Africa CDC ait un impact transformateur et durable sur les systèmes de santé du continent.

Science et innovation : La science et l'innovation sont au cœur de l'approche adoptée par Africa CDC pour résoudre les problèmes de santé publique. Cette valeur souligne l'importance de la recherche de pointe, des nouvelles technologies et des solutions innovantes pour résoudre les problèmes de santé les plus urgents en Afrique. Africa CDC donne la priorité à la recherche scientifique et à l'adoption d'innovations pour améliorer la prévention, le diagnostic et le traitement des maladies, ainsi que les résultats globaux en matière de santé. Qu'il s'agisse d'exploiter les nouvelles technologies de vaccination ou de mettre en œuvre des analyses de données avancées, Africa CDC cherche à rester à la pointe de l'innovation en matière de santé publique.

APERÇU DU PLAN DE DÉVELOPPEMENT 2025-2027

Le Plan stratégique pour le développement des instituts nationaux de santé publique en Afrique 2025-2027 détaille le plan directeur d'Africa CDC pour développer et appuyer les INSP au cours des cinq prochaines années. Il comprend une présentation des programmes passés et actuels du centre et de ce sur quoi ils se concentrent dans l'avenir immédiat. Ce plan stratégique décrit les buts, les objectifs, les actions, les projets et les principales activités qui seront mis en œuvre par Africa CDC au cours des cinq prochaines années.

OBJECTIFS STRATÉGIQUES, ACTIONS ET PROJETS

Pour renforcer les capacités des INSP existants et appuyer le développement de nouveaux, Africa CDC se focalisera sur les quatre objectifs stratégiques suivants :

OBJECTIF STRATÉGIQUE 1 : SOUTENIR LA CRÉATION D'INSTITUTS NATIONAUX DE SANTÉ PUBLIQUE DANS TOUS LES ÉTATS MEMBRES DE L'UNION AFRICAINE

Le développement d'un INSP est un long voyage qui nécessite une collaboration et une coordination entre les agences gouvernementales et les partenaires qui travaillent à l'amélioration du système de santé publique et à la garantie de la sécurité sanitaire nationale. L'un des facteurs de réussite du développement des INSP dans un pays est l'engagement des parties prenantes depuis les étapes de planification jusqu'à l'opérationnalisation complète. Africa CDC, en collaboration avec les partenaires et les parties prenantes, veillera à ce que chaque État membre dispose d'un INSP pleinement fonctionnel et durable, établi dans un cadre juridique.

Africa CDC organise chaque année des conférences sur la santé publique, notamment la réunion des INSP et des hauts fonctionnaires des Ministères de la santé (MdS) en Afrique, afin de créer une plateforme permettant de renforcer le réseau des institutions, de partager les expériences, d'apprendre les uns des autres et de convenir collectivement des fonctions essentielles et des priorités que chaque pays doit mettre en œuvre et sur lesquelles il doit être évalué.

En outre, Africa CDC facilite les programmes d'échange entre pairs, encourage le plaidoyer continental et national de haut niveau pour la mise en place des INSP dans les États membres, et discute des stratégies visant à accélérer le processus de développement des INSP. Il apporte également un appui technique aux États membres dans l'élaboration de feuilles de route et de cadres juridiques pour l'institutionnalisation des INSP.

Africa CDC utilise les INSP comme point d'entrée pour les États membres dans l'exécution de ses mandats et initiatives. Il continuera donc à collaborer avec ses partenaires et les parties prenantes pour s'assurer que chaque État membre mette en place un INSP pleinement fonctionnel et durable.

ACTIONS

Créer un environnement propice à l'obtention d'un consensus entre les parties prenantes : S'engager dans des efforts de sensibilisation afin d'obtenir la volonté politique et l'engagement des dirigeants des MdS et des parties prenantes concernées pour la mise en place de nouveaux INSP ; faciliter les réunions et les discussions des parties prenantes afin de répondre aux préoccupations et de recueillir des contributions, en favorisant un consensus sur la nécessité et la portée des INSP ; et commander un dossier d'investissement pour les INSP dans le contexte de chaque pays.

Soutenir l'élaboration d'instruments juridiques, la gouvernance et la structure organisationnelle : Fournir un appui technique et une expertise pour structurer le cadre juridique des INSP, en veillant à l'alignement sur les politiques de santé nationales et les dispositions légales. Élaborer des structures de gouvernance et des plans stratégiques pour guider le développement et la croissance des INSP. Créer des plateformes de gestion et de coordination des partenaires pour permettre l'harmonisation et l'alignement des buts et objectifs stratégiques d'un INSP.

OBJECTIF STRATÉGIQUE 2 : RENFORCER LA FONCTIONNALITÉ OPÉRATIONNELLE ET PROGRAMMATIQUE DES INSP POUR ATTEINDRE UN NIVEAU COMMUN ET ÉLEVÉ

Certains INSP n'ont pas les capacités nécessaires pour remplir leurs fonctions de santé publique de manière efficace et efficiente. Africa CDC entend collaborer avec ses partenaires pour renforcer en permanence les capacités de ces INSP à remplir leurs fonctions essentielles en matière de santé publique. En outre, l'évaluation continue des INSP permettra de suivre les progrès du développement des INSPI et leur niveau de maturité au fil du temps.

ACTIONS

Renforcer et développer les nouveaux INSP : Renforcer l'opérationnalisation des INSP nouvellement créés en procédant à des évaluations des capacités à l'aide de listes de contrôle standard. Fournir un appui technique ciblé et des initiatives de renforcement des capacités pour traiter les domaines d'amélioration identifiés et renforcer la fonctionnalité et l'efficacité des INSP. Faciliter le partage des connaissances et la collaboration entre les INSP au sein des États membres et entre eux afin de favoriser l'apprentissage mutuel et l'échange de bonnes pratiques. Créer des mécanismes d'engagement des parties prenantes et de retour d'information pour garantir l'alignement sur les besoins et les priorités des principales parties prenantes, y compris la clarification permanente des rôles et des responsabilités et le renforcement des capacités au niveau infranational. Élaborer des plans de communication et de sensibilisation pour accompagner les INSP, y compris la sensibilisation au budget et l'engagement communautaire.

Renforcer les capacités des INSP établis : Renforcer la coopération durable et le transfert de connaissances entre les INSP en Afrique en facilitant les programmes d'échange entre pairs entre les États membres et avec des institutions extérieures au continent. Procéder à des évaluations périodiques des capacités, faciliter les programmes de formation pertinents et fournir un appui technique pour la mise en place de programmes clés tels que la préparation et la riposte face aux situations d'urgence, la surveillance, l'information sanitaire et la gestion des données, la recherche en santé publique et les systèmes et réseaux de laboratoires.

OBJECTIF STRATÉGIQUE 3 : DÉSIGNER ET RENFORCER LES CENTRES D'EXCELLENCE RÉGIONAUX DES INSP

Africa CDC a récemment conclu une évaluation des INSP pleinement établis afin de désigner certains d'entre eux comme centres d'excellence (CdE). Le rôle des CdE est de soutenir les États membres qui développent actuellement des INSP ou qui ont exprimé le souhait d'en créer. Les CdE sont reconnus pour leurs performances exceptionnelles en matière de sécurité sanitaire, ce qui leur permet de guider, d'encadrer et de fixer des normes pour d'autres institutions dans leur domaine. Il est admis que tous les INSP n'excelleront pas dans toutes les fonctions de santé publique et qu'il y aura naturellement des variations dans leurs stades de développement. Par conséquent, la création de quelques CdE dotés de capacités avancées dans des fonctions spécialisées et servant de centres de référence régionaux est une approche prudente et réalisable.

Conformément à cette stratégie, Africa CDC soutiendra la création de CdE dans chaque région afin de fournir des conseils et un appui aux autres INSP dans leurs régions respectives. Ces CdE se focaliseront sur la gestion du changement organisationnel, les approches et processus normalisés, les outils, les méthodologies et le partage des connaissances.

Dans son plan stratégique 2025-2027, Africa CDC s'attache à appuyer la création de CdE dotés de capacités avancées pour des fonctions de santé publique spécialisées dans chacune des cinq régions géographiques de l'Afrique. Cette initiative vise à donner aux INSP les moyens de gérer les bases de données nationales sur la santé, d'améliorer les compétences en matière d'analyse efficace et de sciences métriques, de mener et de soutenir la recherche opérationnelle et translationnelle sur les priorités nationales en matière de santé et de nutrition, et de renforcer les capacités de préparation et de riposte face aux situations d'urgence, y compris le développement de la main d'œuvre. En outre, Africa CDC soutiendra les initiatives de bourses existantes telles que la Bourse de gestion des urgences de santé publique, le Programme de service épidémiologique en Afrique et le Programme Kofi Annan de leadership en santé mondiale pour les CdE proposés et d'autres INSP.

ACTIONS

Évaluer et désigner des centres d'excellence régionaux : Afin de désigner un centre d'excellence régional pour les INSP, une liste de contrôle pour l'évaluation des capacités sera élaborée en tenant compte des outils d'évaluation pour les INSP et la sécurité sanitaire. L'évaluation des capacités des INSP pleinement établis et opérationnels sera effectuée, en se concentrant sur la gouvernance d'entreprise, les systèmes de gestion de l'information sanitaire, le développement du personnel de santé publique, la coordination des interventions d'urgence en matière de santé publique et la recherche en matière de santé publique. La sélection des CdE tiendra compte de la capacité organisationnelle, d'un leadership et d'une gouvernance solides, de la situation géographique, de la langue, de la population desservie et de l'expertise dans les principaux domaines prioritaires. Ces CdE régionaux s'emploieront à renforcer les capacités administratives, humaines et techniques ainsi que la capacité infrastructurelle des autres INSP.

Renforcer la gestion de l'information sanitaire et la capacité d'analyse des données : Afin d'aider les INSP à mettre en place et à rendre opérationnels des systèmes nationaux fonctionnels de gestion des données et de l'information, Africa CDC va :

- Fournir une formation sur la gestion des données nationales et le développement de systèmes de mesure, couvrant le développement de référentiels de données, l'acquisition de données à l'échelle nationale, la gestion des données et l'analyse avancée, le partage des données, l'entreposage des données et l'utilisation des données
- Préparer un document d'orientation ou un atlas de la santé afin de promouvoir l'utilisation des résultats pour la prise de décision
- Élaborer des cadres pour l'échange d'informations entre les parties prenantes concernées
- Améliorer les estimations de la charge de morbidité et le partage des données à travers l'Afrique en réalisant des analyses de l'ensemble des données et en établissant un référentiel pour le partage transnational des données et des résultats de la recherche

- Soutenir la mise en place de systèmes interopérables de gestion des données dans certains INSP
- Créer une plateforme pour une coopération durable et un transfert de connaissances entre les INSP dans chaque région afin de renforcer les capacités nationales de détection précoce et de riposte rapide aux urgences en matière de santé publique

Renforcer le développement du personnel de santé publique : Pour garantir une utilisation optimale du capital humain et de la gestion des talents, Africa CDC mettra en œuvre un plan global de développement du personnel. Il s'agira notamment de renforcer les PFET régionaux et nationaux afin d'améliorer la qualité de la formation et d'augmenter le nombre de boursiers. En outre, une plateforme de coordination et d'engagement sera mise en place avec les initiatives universitaires et de formation pertinentes afin de faciliter le développement d'un vivier de ressources humaines, le placement de stagiaires et l'accès aux opportunités de formation. L'objectif est d'améliorer la préparation de la main-d'œuvre et de garantir l'alignement entre les programmes universitaires et les besoins réels en matière de santé publique. Les principaux domaines d'intervention seront les suivants :

- PFET
- Informatique de santé publique
- Direction de laboratoire
- Leadership en santé publique
- *Programme One Health* (Une seule santé)
- Gestion des urgences en santé publique (GUSP)

Renforcer les capacités de préparation et de riposte face aux situations d'urgence : Des systèmes seront mis en place et maintenus au niveau de la gouvernance, des capacités et des ressources. La gouvernance englobera les politiques et la législation intégrant la préparation aux situations d'urgence, riposte et relèvement (PSURR) ainsi que les mécanismes de coordination. Les capacités se concentreront sur l'élaboration de lignes directrices et de procédures opérationnelles normalisées pour l'évaluation et la cartographie des risques, ainsi que sur la formation correspondante. Il s'agit également de soutenir l'élaboration de plans d'urgence pour les situations d'urgence en matière de santé publique, de renforcer l'infrastructure

et la capacité de la main-d'œuvre des COUSP et d'encourager le travail conjoint des centres d'opérations d'urgence (COU) infranationaux et nationaux.

En outre, les efforts porteront sur la formation des équipes d'intervention rapide (EIT) et des équipes médicales d'urgence (ÉMU), l'établissement de listes d'experts, la mise en place de mécanismes de contre-mesures médicales, l'organisation d'exercices de simulation pour les COUSP et l'élaboration de manuels, de POS et de lignes directrices normalisées pour les COU. Le renforcement des capacités mettra également l'accent sur une communication efficace lors des événements de santé publique.

Les ressources couvriront les allocations financières pour la préparation aux situations d'urgence et les fonds d'urgence pour la riposte, les mécanismes logistiques, les fournitures sanitaires essentielles et les ressources humaines dédiées, formées et équipées pour les situations d'urgence.

Renforcer les capacités institutionnelles en matière de recherche en santé publique : La recherche en santé publique est essentielle pour examiner les déterminants de la santé qui influencent la santé de la population. Les conditions essentielles d'une recherche efficace en santé publique comprennent l'établissement d'un programme de recherche aligné sur les priorités nationales, l'élaboration de lignes directrices pour la recherche opérationnelle, la mise en place d'infrastructures et de ressources adéquates, le maintien de ressources humaines qualifiées, la promotion de la collaboration avec les institutions de recherche nationales et internationales concernées, la communication et la diffusion efficaces des résultats de la recherche dans des revues scientifiques et la traduction des résultats de la recherche en solutions pour relever les défis en matière de santé publique. Les efforts de recherche devraient être particulièrement axés sur les situations d'urgence, la recherche sur la mise en œuvre, la recherche opérationnelle et l'aide à la recherche et au développement (R&D).

OBJECTIF STRATÉGIQUE 4 : RENFORCER LA GOUVERNANCE, LES PARTENARIATS ET LA COLLABORATION

Les INSP sont censés établir des systèmes de responsabilisation, mettre en œuvre des processus de gestion du changement et partager les résultats des audits internes et externes afin de garantir une amélioration continue de la qualité, sous réserve que leurs cadres juridiques permettent des opérations transparentes. Un engagement politique fort, un leadership, une coordination, une supervision et une collaboration multisectorielle, y compris une approche « Une seule santé », sont essentiels pour que les INSP puissent remplir leurs fonctions de base de manière optimale.

La mise en place d'un INSP qui fonctionne bien nécessite un appui solide des parties prenantes et des partenaires pour l'autonomie scientifique et opérationnelle, ainsi qu'un financement durable. Afin de fournir des données probantes sur les coûts et les avantages de la mise en place des INSP, l'Africa CDC commandera une étude d'investissement, identifiera les leaders nationaux, contribuera à l'élaboration de structures modèles pour les INSP, soutiendra les efforts de plaidoyer de haut niveau et créera des plateformes permettant aux parties prenantes et aux partenaires de s'engager.

ACTIONS

Renforcer la gouvernance institutionnelle : Africa CDC appuiera le développement organisationnel au sein des INSP, en se concentrant sur la planification stratégique, la coordination, la gestion du changement, les systèmes de gestion des subventions, la gestion financière, la logistique et la gestion des ressources humaines. Cela inclut le renforcement des capacités en matière de suivi, d'évaluation, d'établissement de rapports et d'apprentissage.

Renforcer les partenariats stratégiques et la collaboration : Les partenariats et la collaboration impliquent de favoriser une coopération solide entre les différentes parties prenantes, y compris les gouvernements, les organisations internationales, les institutions universitaires, la société civile et le secteur privé. Cela implique la mise en œuvre d'une cartographie des partenaires, d'accords-cadres, de forums de coordination des partenaires, d'efforts de mobilisation des ressources et de plans de travail conjoints, tant au niveau du continent qu'à celui des États membres.

PRINCIPALES ÉTAPES

- Désigner 10 CdE pour les INSP
- Soutenir la création de 12 nouveaux INSP dotés d'un cadre juridique
- Faciliter les programmes d'échange d'expériences entre pairs pour 30 INSP en Afrique
- Fournir un mentorat et une assistance technique à 50 % des États membres de l'UA
- Élaborer un plan d'investissement pour le développement des INSP
- Procéder à l'évaluation des capacités de 12 INSP à l'aide du tableau de bord de suivi d'Africa CDC
- Élaborer/réviser un cadre pour le développement des INSP en Afrique

INDICATEURS CLÉS DE RÉSULTATS

Les indicateurs mesurables seront le nombre d'étapes franchies chaque année au cours de la période de cinq ans :

- Nombre de nouveaux CdE de l'INSP créés
- Nombre de programmes d'échange de personnel soutenus
- Nombre de nouveaux INSP dotés d'un cadre juridique
- Nombre de conférences organisées
- Nombre de pays bénéficiant d'un mentorat et d'un appui technique
- Nombre d'INSP soutenus par des visites de partage d'expérience entre pairs
- Nombre d'INSP évalués à l'aide du tableau de bord de suivi d'Africa CDC pour les INSP
- Nombre de cadres élaborés/révisés
- Plan d'investissement de l'INSP élaboré
- Montant et type de ressources mobilisées pour renforcer les INSP

RÉFÉRENCES

1. Agenda 2063 : L'Afrique que nous voulons. <https://au.int/en/agenda2063/overview>
2. Lancement officiel d'Africa CDC. <https://au.int/fr/newsevents/20170130/africa-cdc-official-launch>
3. Décisions, déclarations et résolutions de la trente-cinquième session ordinaire de l'Assemblée de l'Union. <https://au.int/en/decisions/decisions-declarations-and-resolution-thirty-fifth-ordinary-session-assembly-union>
4. Africa CDC. Statut des Centres africains de contrôle et de prévention des maladies (Africa CDC). <https://africacdc.org/download/statute-of-the-africa-centers-for-disease-control-and-prevention-africa-cdc/>
5. Règlement sanitaire international (RSI 2005). 3^{ème} édition <https://iris.who.int/bitstream/handle/10665/246107/9789241580496-eng.pdf>
6. Département d'État américain. Programme de sécurité sanitaire mondiale. <https://www.hhs.gov/about/agencies/oga/global-health-security/agenda/index.html>
7. Africa CDC. Plan stratégique d'Africa CDC 2023 – 2027. <https://africacdc.org/download/africa-cdc-strategic-plan-2023-2027/>



Centres africains de contrôle et de prévention des
maladies,
Ring Road, 16/17, Haile Garment Square,
P.O. Box 3243, Addis-Abeba, Éthiopie,
Tél. : +251 (0) 11 551 77 00,
Fax : +251 (0) 11 551 78 44



Protection de la Santé de l'Afrique

www.africacdc.org

    **africacdc**